

Michel FIÉVET

**LE LIVRE BLANC
DES TRAVAILLEURS
IMMIGRÉS DES FOYERS**

du non-droit au droit

ZIEM L'Harmattan

Dans les années 1994-1996, le *statu quo* qui prévalait depuis quinze ans sur les foyers de travailleurs immigrés est rompu. Aux foyers se substitue un nouveau produit : les Résidences sociales.

En avril 1996, sous l'impulsion du Premier ministre Alain Juppé, paraissent trois rapports sur différents aspects de l'immigration : le rapport Sauvaigo-Philibert sur *L'immigration clandestine et le séjour irrégulier d'étrangers en France* ; le rapport de Courson sur *Le travail clandestin* et le rapport Cuq sur *La situation et le devenir des foyers de travailleurs immigrés*.

Si ces trois documents expriment dans un tir groupé l'hostilité anti-immigrés bien marquée de la droite française, le dernier jette sur les foyers de travailleurs immigrés un éclairage particulièrement défavorable, tout spécialement sur les foyers de travailleurs africains noirs.

De nombreuses associations, des syndicats, des personnalités, des partis, voire des gestionnaires, ont protesté. C'est dans ce contexte, au vu des analyses, des conclusions, de la méthode et de l'esprit du rapport Cuq que le COLLECTIF POUR L'AVENIR DES FOYERS (COPAF) est né. Ainsi s'est concrétisée l'idée de ce livre blanc. Il s'agissait pour le COPAF de replacer l'existence et l'avenir des foyers de travailleurs immigrés dans une perspective historique retraçant les origines de l'immigration et des foyers, les luttes ouvrières dans les usines et dans les foyers pour l'égalité des droits.

Nous voulions aussi apporter des témoignages sur la vie concrète des travailleurs immigrés de ces foyers, leurs aspirations, leurs combats et attentes. En annexant trois interviews à la fin de cet ouvrage, nous avons tenu à souligner toute la richesse de cette histoire, toute la complexité des processus décrits et la formidable adhésion de leurs auteurs aux valeurs universelles.

Travaillant de la sorte, nous entendons également rejoindre des questions de fond posées par la pratique d'un droit inégalitaire dit "commun", dont la perversion asservit des hommes que l'on a décidé au préalable de rejeter parce qu'ils ne sont pas "à notre image" ou parce qu'ils ne sont plus suffisamment facteurs de profits dans les nouveaux circuits économiques.

Fiévet Michel, chercheur, animateur social. Auteur de plusieurs études sur les foyers de jeunes travailleurs, les foyers de travailleurs immigrés et l'immigration. Directeur du bureau d'études INFORMA (Information - Formation - Maghreb - Afrique).

Du même auteur ; Billy Françarabe, Éditions ouvrières, 1975 ; SOS Racisme. Enfants et jeunes réagissent, Éditions ouvrières, 1984 ; Ils tissent les couleurs de la France, Éditions ouvrières, 1985 ; Petite Vie de J.-B. de la Salle (promoteur de l'éducation populaire au XVII^e siècle), Éditions Desclée de Brouwer, 1990 ; Africains noirs résidant en foyers. Leur expérience vécue et leurs attentes, Édition ronéotée AFTAM, 1991 ; Étude sur le vieillissement des résidents en foyers COTRAMI, Édition ronéotée COTRAMI, 1996.

MIGRATIONS ET CHANGEMENTS



9 782738 481085

ISBN : 2-7384-8108-6

Michel FIÉVET

**LE LIVRE BLANC
DES TRAVAILLEURS
IMMIGRÉS DES FOYERS
du non-droit au droit**

CIEMI
46, rue de Montreuil
75011 Paris

L'Harmattan
5-7, rue de l'École-Polytechnique
75005 Paris

L'Harmattan Inc.
55, rue Saint-Jacques
Montréal (Qc) - CANADA H2Y 1K9

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
Chapitre I – Parcours d'immigration	9
La France de l'après-guerre : cadre politique, législatif et social	9
Les Trente Glorieuses	13
Des deux côtés : l'immigration comme phénomène structurel	16
Histoires de vie	20
Chapitre II – Origines et organisation des foyers	23
L'après-guerre : le logement populaire à son plus bas niveau	23
Le logement, priorité nationale ?	26
L'ère des foyers pour travailleurs immigrés célibataires (1955-1970)	34
Chapitre III – Immigrés et foyers “nouvelle génération” (1964-1970)	59
Les nouveaux flux migratoires et les travailleurs africains	59
Les foyers “nouvelle génération” des années 70 : les foyers-hôtels	60
Exploitation, seul terme générique pour la vie des travailleurs immigrés	64
Chapitre IV – Politisation de la question “immigration” (1972-1980)	77
Le grand tournant de 1974	77
Dans le maquis des lois et circulaires : durcissements et affrontements	83
Chapitre V – Les “SONACO” (1975-1980)	93
Les “SONACO”	93
Les “vraies fausses” réponses aux “SONACO”	108
La guerre d'usure	113
Rien ne sera plus comme avant	120
Chapitre VI – Années d'espoirs, années de désenchantements (1981-1995)	129
Espoirs et progrès	129
Le désenchantement	133
La relève des jeunes ou le déplacement de l'axe des luttes	143
Trop tard ?	147
Chapitre VII – Le rapport Cuq	157
Régression et répression	157
Le rapport Cuq	163
La “victoire” de la Gauche ?	189
Chapitre VIII – Propositions du COPAF	195
Pour un nouveau logement collectif - foyer	195
Les résidences sociales et le plan quinquennal	209
Propositions du COPAF pour l'avenir des foyers de travailleurs immigrés	221
Annexe I – Interview par le COPAF de Mustapha	229
Annexe II – Interview par le COPAF de Ladji	241
Annexe III – Interview par le COPAF de Mountaga Bathily	244
Annexe IV – La redevance du résident	260
Annexe V – Points de vue de “Profession Banlieue”	263
Annexe VI – Le 1 % patronal du logement	265

Remerciements

Cet ouvrage est une réalisation du Collectif pour l'avenir des foyers (COPAF).

Il a été financièrement aidé par le Comité contre la faim et pour le développement (CCFD).

Sa réalisation doit beaucoup aux participations bénévoles de Geneviève Petauton et Michael Hoare de la coordination COPAF, des interviewés Mustapha, Mountaga Bathily, Ladjji et de nombreux délégués de foyer.

S'y ajoutent des participations d'associés du COPAF lors des réunions générales et celles des aides techniques pour le traitement des textes : Ève Demazières et Dominique Grunhec.

À tous, notre merci amical.

Michel Fiévet

Dar
quinz

En
suivis
ment
travai
social
résidé
vie cc

En
Mont
leur i
struc
exorb
le 4 ju
Malg
nouv
leurs

En
parai
le rap
séjou
(Le t
nir d

Si l
anti-

-
1. Ph
de
cu
d'e
 2. Cl
ve
 3. Ho
pc

INTRODUCTION

Dans les années 1994-1996, le *statu quo* qui prévalait depuis quinze ans sur les foyers de travailleurs immigrés est rompu.

En décembre 1994, trois décrets du gouvernement Balladur, suivis d'une circulaire d'application datée d'avril 1995, transforment les foyers en un nouveau produit : les résidences sociales. Les travailleurs immigrés des foyers sont considérés comme des cas sociaux, des personnes en difficulté à assister et à encadrer dans ces résidences sociales, sans droit à la représentation, sans droit à la vie collective, à peine à la vie personnelle.

En octobre 1994, les résidents du foyer Nouvelle France de Montreuil, en Seine-Saint-Denis, visitent les sites proposés pour leur relogement. Ils y découvrent l'absence de réelles infrastructures collectives, un espace personnel de 5 m² et des prix exorbitants. Le conflit démarre aussitôt. Entre le 22 mars 1995 et le 4 juillet 1996, l'ancien foyer de baraquements est totalement rasé. Malgré le refus tenace et argumenté des résidents d'occuper les nouveaux sites proposés, ceux-ci continuent d'être présentés par leurs concepteurs comme exemplaires.

En avril 1996, sous l'impulsion du Premier ministre Alain Juppé, paraissent trois rapports sur différents aspects de l'immigration : le rapport Sauvaigo-Philibert (*L'immigration clandestine et le séjour irrégulier d'étrangers en France*)¹ ; le rapport de Courson (*Le travail clandestin*)² et le rapport Cuq (*La situation et le devenir des foyers de travailleurs immigrés*)³.

Si les trois documents expriment dans un tir groupé l'hostilité anti-immigrés bien marquée de la droite française, le dernier

-
1. Philibert Jean-Pierre et Sauvaigo Suzanne, *Rapport sur l'immigration clandestine et le séjour irrégulier d'étrangers en France*, 2 tomes, 9 avril 1996, document Assemblée nationale, n° 2 699, rapport fait au nom de la commission d'enquête sur l'immigration clandestine et le séjour irrégulier d'étrangers en France.
 2. Charles de Courson et Gérard Léonard, *Les fraudes et les pratiques abusives. Annexe 2 sur le travail illégal*, La Documentation française, 1996.
 3. Henri Cuq, *Situation et devenir des foyers de travailleurs immigrés* (dit "rapport Cuq"), 1996, texte ronéoté.

jette sur les foyers de travailleurs immigrés un éclairage particulièrement défavorable, tout spécialement sur les foyers de travailleurs africains noirs.

Son argumentation est organisée autour de deux grands axes.

Le premier considère que le foyer de travailleurs immigrés est aujourd'hui « *une solution inadaptée* » car il « *isole* » et « *enferme* » les résidents sans permettre leur « *intégration à la société française* » ; intégration qui, d'après le rapport, ne peut passer que par « *l'accès au logement social banalisé* ». Mais le propos reste idéologique et les propositions pour réaliser ce grand objectif de « *l'intégration à la française* » ne suivent pas.

Le second axe est un procès contre le mode de vie collectif des travailleurs africains noirs des foyers. En plus d'être souvent délabrés et très mal gérés (ce qui n'est pas faux mais ne peut guère être imputé aux résidents), ces foyers sont accusés d'abriter « *à grande échelle* » des « *trafics en tous genres* », dont la drogue et la prostitution, et de constituer des « *zones de non-droit où se reconstituent, par ethnies, les villages communautaires africains* ». Le rapport dénonce un « *système tribal* » qui autorise une « *économie parallèle* » et des activités « *clandestines* » permettant aux travailleurs africains de procéder à des transferts massifs d'argent vers leur pays d'origine ; ce qui est considéré par les rapporteurs comme crime de lèse-consommation et pratique illégitime.

« *Point d'orgue de ces situations, la plupart des foyers d'Africains noirs qui se sont érigés en zones d'extraterritorialité, soumises à l'autorité de leaders coutumiers, où la loi républicaine est absente* ».

La conclusion va de soi ; le rapport préconise la destruction de vingt foyers et l'encadrement des travailleurs dans les résidences sociales.

Les résidents des foyers, et en particulier ceux pour qui toute solution correcte de relogement a été bloquée depuis parfois plus de vingt ans, ont perçu ce rapport comme une attaque frontale particulièrement offensante. De nombreuses associations, des syndicats, des personnalités, des partis, des gestionnaires même, ont protesté.

C'est dans ce contexte, au vu des analyses, des conclusions, de la méthode et de l'esprit du rapport Cuq que le Collectif pour l'avenir des foyers (COPAF) est né. Il s'est constitué au début de l'année 1996 et a rapidement rédigé et distribué une *Réponse au rapport Cuq* comportant vingt-trois propositions alternatives sur

le sujet. Fort de cette expérience, le COPAF a aussitôt voulu élargir le débat, un peu à la manière du cinéaste Bertrand Tavernier qui a filmé son *Au-delà du périph* dans une cité de Montreuil en réponse à un défi provocateur de l'ex-ministre Éric Raoult. Ainsi est née l'idée de ce Livre blanc. Il s'agissait pour nous de replacer l'existence et l'avenir des foyers de travailleurs immigrés dans une perspective historique retraçant les origines de l'immigration et des foyers, les luttes ouvrières dans les usines et dans les foyers pour l'égalité des droits et les politiques étatiques de marginalisation et d'enfermement. Nous voulions aussi, à partir de notre longue expérience de terrain aux côtés des résidents, apporter des témoignages sur la vie concrète des travailleurs immigrés de ces foyers, connaître leurs aspirations, leurs combats et leurs attentes. En annexant trois interviews à la fin de cet ouvrage, nous avons voulu faire sentir au lecteur toute la richesse de cette histoire, toute la complexité des processus décrits et la formidable adhésion de leurs auteurs aux valeurs universelles.

L'ouvrage est un travail de lente maturation. Le texte s'appuie pour l'essentiel sur une première ébauche rédigée bénévolement par Michel Fiévet, auteur principal, auquel nous devons l'existence de ce travail. Ensuite, Michel a bien voulu jouer le jeu, difficile, souvent frustrant, d'une re-rédaction collective. Le texte est passé par plusieurs allers-retours entre les mains des membres du COPAF et son auteur principal, subissant des corrections successives. Finalement cet ouvrage résume les idées de nombreuses personnes impliquées, militants associatifs, délégués des foyers, immigrés et Français, qui, depuis des années, essaient de vivre et de bâtir ensemble une autre cité que celle du profit et de la discrimination raciste, qui s'efforcent de développer une autre conception du bien collectif, de l'égalité des droits et de la citoyenneté.

L'ouvrage se termine par un chapitre consacré aux propositions organisées autour de deux grandes convictions :

– des habitats collectifs de qualité pour des travailleurs immigrés vivant sans leurs familles peuvent exister et parfaitement s'intégrer dans la cité. Stigmatiser les foyers de travailleurs africains noirs comme des zones de non-droit, des ghettos, des lieux d'enfermement communautaire est un contresens porteur de conséquences graves. Au contraire, il est grand temps de réfléchir à ce que devraient être des foyers offrant des conditions de vie décentes, dignes d'un habitat social non réduit à un ensemble de « lits »,

ouvert sur l'extérieur avec des espaces collectifs correspondant au mode de vie des résidents ;

– ces locataires-résidents sont des travailleurs capables de gérer un lieu de vie, mais ils souffrent d'un déficit de confiance et de démocratie. Ils veulent être, ils doivent être respectés et écoutés. Il leur faut des droits pleins, entiers et une reconnaissance statutaire en conséquence.

Absence de démocratie, mépris du mode de vie de l'autre, réminiscences et fantasmes coloniaux sont les tristes constantes des politiques françaises sur l'immigration depuis des décennies. Ils imprègnent fortement le rapport Cuq et n'ont pas disparu des propositions actuelles du gouvernement Jospin sur les foyers ; propositions qui suivent en droite ligne la logique mise en place par les gouvernements Balladur et Juppé.

C'est notre réponse collective, notre volonté de réfléchir à d'autres propositions, d'autres possibilités centrées sur l'histoire mais aussi sur l'avenir des foyers, à partir des droits démocratiques et du respect de leurs résidents que nous livrons dans ces pages.

COPAF